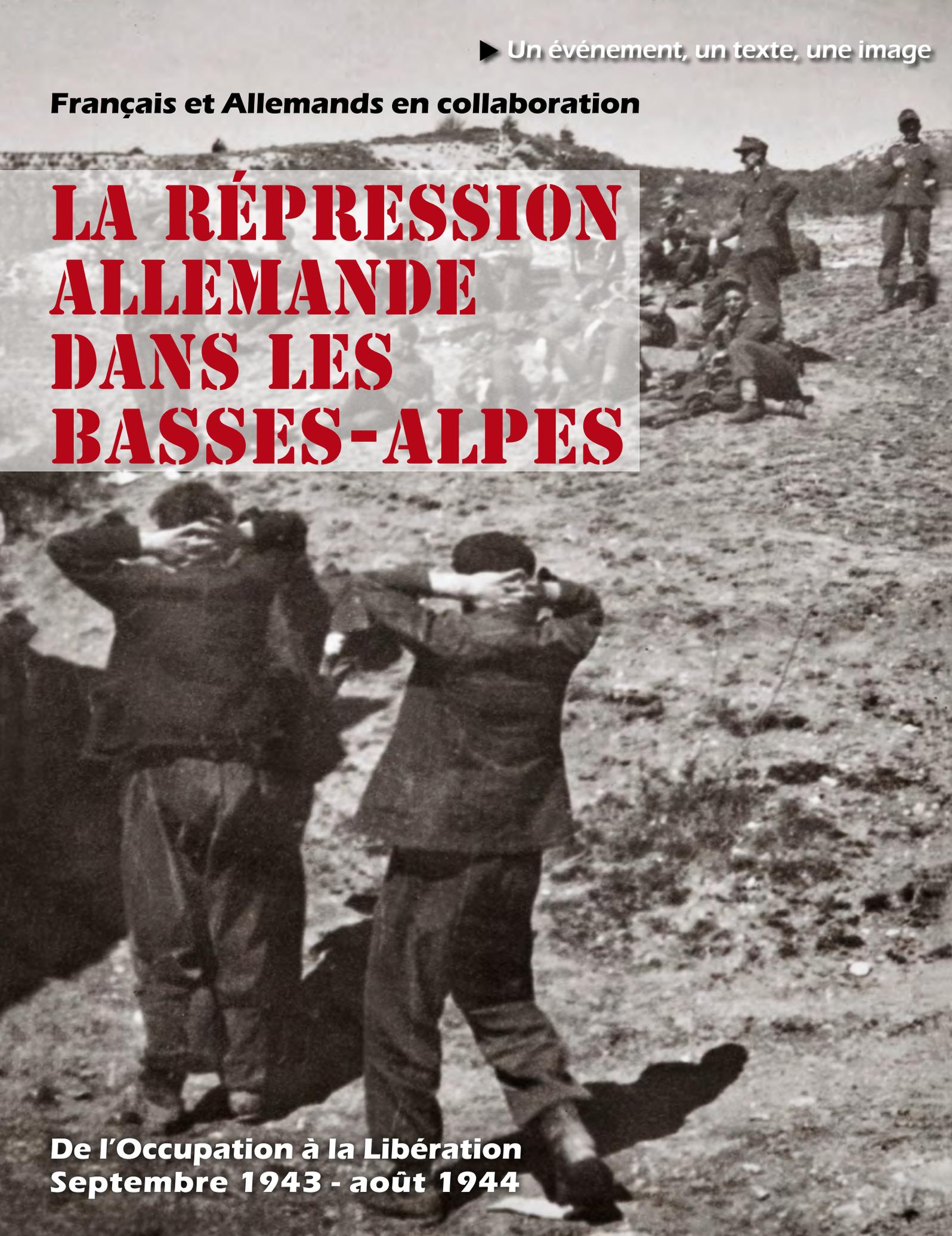


► Un événement, un texte, une image

Français et Allemands en collaboration

LA RÉPRESSION ALLEMANDE DANS LES BASSES-ALPES

**De l'Occupation à la Libération
Septembre 1943 - août 1944**



■ SOMMAIRE

Préface du président du Conseil général des Alpes-de-Haute-Provence	1
Introduction	3
Banon et Redortiers : les arrestations, décembre 1943	5
Des Brandebourgeois, 1943-1944	6
Les Brandebourgeois Papias et Josset, février et mars 1944	8
Montagne de Lure : l'infiltration des maquis et des réseaux, janvier 1944	10
La « Gestapo », septembre 1943 à août 1944	12
Au service de l'Allemagne, septembre 1943 à août 1944	14
La Collaboration : la Milice française, 1943-1944	16
Piller, torturer, tuer, février à août 1944	18
Le « théâtre d'Oraison », 16 juillet 1944	20
Digne libérée, 19 août 1944	22
Sources et bibliographie indicative	24

■ *Fin d'opération allemande contre les maquis à Lambruisse, 1944*

Trouvé lors d'une fouille sur des soldats allemands lors de la Libération, ce cliché montre au premier plan deux maquisards arrêtés vraisemblablement à Lambruisse par les troupes d'opération allemande, que l'on voit au repos, les armes au sol. Des soldats désignent du bras un événement placé hors champ. Devant les hommes assis, un soldat monte la garde tandis que, très sûrement, d'autres soldats encadrent les résistants faits prisonniers. Le photographe, un Allemand, a tenu à conserver des images de cette opération, car une seconde image montre une colonne de cinq prisonniers – les deux derniers sont représentés sur cette photographie – encadrée par deux soldats, dont l'un fixe le photographe lors de la prise de vue. Ce cliché est montré au dos de cette publication.

PRÉFACE

Une nouvelle fois, les Archives départementales se penchent sur un passé douloureux en évoquant la période noire de l'Occupation, marquée par une division profonde, entre les Français qui luttèrent, avec leurs moyens, contre l'occupant nazi et les Français qui choisirent la voie de la collaboration.

On connaît tous la répression telle qu'elle fut menée par la « Gestapo » – en fait la Sipo-SD : arrestations, interrogatoires, tortures, déportations. On sait moins la place occupée dans la lutte contre les maquis et la résistance par la Feldgendarmerie – la gendarmerie de campagne –, la GFP – la police militaire de campagne – et la Wehrmacht – l'armée de terre – dont les rôles sont aujourd'hui justement réévalués. On ignore généralement que des Français enrôlés dans les services secrets de l'armée allemande, l'Abwehr, dirigés par l'amiral

Canaris, ont activement participé à la destruction des maquis en haute Provence. Chargés d'infiltrer et de réduire les maquis et la résistance, ces Français appartenaient à une unité spéciale : la 8^e compagnie Brandebourg.

C'est l'un des intérêts de cet ouvrage que de montrer le rôle de ces Brandebourgeois, qui, à côté des miliciens, des adhérents du Parti populaire français de Doriot, des auxiliaires des divers organismes allemands, des agents de renseignement au service de l'Allemagne, ont combattu en faisant montre de violence et de cruauté des hommes et des femmes qui avaient adopté le camp de la liberté.

Gilbert Sauvan
Président du Conseil général
Député des Alpes de Haute-Provence

INTRODUCTION

La répression allemande dans les Basses-Alpes fut de courte durée – de septembre 1943 à août 1944 – mais soutenue et violente. Exercées en parallèle à la déportation des juifs, les opérations de l’occupant visèrent les maquis et la Résistance lors d’actions émaillées d’atrocités.

Les rouages de la répression sont d’abord allemands. Souvent ils sont réduits à tort à la « Gestapo », la police politique. Dans les faits, les opérations sont menées par l’armée allemande, la Wehrmacht, l’Abwehr – ses services secrets –, la Feldgendarmerie – la gendarmerie de campagne –, la GFP et ses policiers militaires, et la Sipo-SD, dont la section IV – chargée de la lutte contre les juifs, les résistants, les communistes – est la « Gestapo », tous placés sous l’autorité de l’administration militaire.

À côté de la collaboration d’État, celle de Vichy, des Français concourent individuellement à la lutte contre la Résistance.

Des organisations sont radicalement engagées pour la victoire de l’Allemagne

nazie, telles que le Parti populaire français (le PPF) et la Milice française, terme générique désignant souvent ceux qui, sur le terrain, agissent de concert avec les troupes allemandes.

Mais les principaux protagonistes français de la répression dans les Basses-Alpes ne sont pas les miliciens mais de jeunes soldats appartenant à la 8^e compagnie Brandebourg, une formation des services secrets de la Wehrmacht à l’encadrement allemand. La vocation de cette unité est d’infiltrer la Résistance et les maquis et de participer à leur élimination. Son activité est visible à Banon en décembre 1943. Elle prend parfois des formes spectaculaires, comme à Oraison, le 16 juillet 1944. La brutalité dont elle use durant ces quelques mois est croissante – elle accompagne un mouvement général de radicalisation des usages de la violence – jusqu’à atteindre un niveau de cruauté difficile à concevoir.

Jean-Christophe Labadie

Directeur des Archives départementales
des Alpes-de-Haute-Provence

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE

DE LA

SÛRETÉ NATIONALE

SERVICE DES RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DES BASSES ALPES

DIGNE

le 6 DECEMBRE

1943

N° :

à Monsieur le DIRECTEUR des RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
à VICHY

En communication à:

M. l'INTENDANT DE POLICE (renseignements généraux) NICE
M. le PREFET des Basses Alpes (Cabinet) DIGNE

Objet: Opérations par les autorités allemandes contre les
défaillants dans la région de Banon

Réf: Message téléphonique du 5 Décembre 1943

J'ai l'honneur de vous faire connaître que dans la nuit du 4 au 5 courant, vers 23 heures 30, 80 hommes des formations de la Sûreté des troupes allemandes sont arrivés à Banon (Basses Alpes), en camion, pour procéder à une opération d'envergure contre les défaillants cachés dans la région, et ont occupé immédiatement le bureau de poste et la caserne de gendarmerie. Ils ont désarmé les gendarmes et les ont gardés à vue sous prétexte que ces derniers, ayant des complicités dans les milieux des réfractaires, auraient pu contrecarrer les recherches. Toutefois, sur intervention de M. le Préfet des Basses Alpes, les gendarmes ont été remis en liberté dans l'après midi du 5 courant et leurs armes leur ont été rendues.

L'opération contre les défaillants commencée le 5 vers une heure du matin, s'est terminée cette nuit et a amené l'arrestation de 20 réfractaires et de huit habitants de la région:

M. ANDRE Docteur en Médecine à BANON
MM. MARTEL père et fils, camionneurs à BANON
M. MARTIN marchand de bois
M. ICARD cordonnier
M. HUGON maire de REDORTIER
M. JOSEPH instituteur à REDORTIER
M. MEFFRE cultivateur à REDORTIER

M. ARNAUD Ingénieur des Ponts et Chaussées qui était particulièrement recherché par les troupes allemandes a pu s'enfuir dans la nuit, au moment où les perquisitions commençaient.



BANON ET REDORTIERS :

LES ARRESTATIONS, DÉCEMBRE 1943

Écrit « à chaud » par le commissaire des Renseignements généraux au lendemain des arrestations, ce rapport présente des inexactitudes en ce qui concerne la désignation de l'unité allemande qui a opéré ou le nombre des « réfractaires » arrêtés.

À Banon, c'est dans la nuit du 4 au 5 décembre 1943 que quatre-vingts hommes revêtus de l'uniforme allemand, sautent de quatre camions, descendent de deux voitures de tourisme afin de procéder à des arrestations. Ils visitent les domiciles et se dirigent vers des camps rudimentaires dans la montagne de Lure, où vivent des jeunes « réfractaires » au Service du travail obligatoire (STO) qui ont refusé un départ en Allemagne.

L'opération se poursuit à Redortiers. Parallèlement, les militaires « nettoient » la montagne. Ils appartiennent à la 8^e compagnie Brandebourg – des Français encadrés par des Allemands – et bénéficient du concours d'agents de la Sipo-SD, la « Gestapo ».

Le 5 décembre, les Brandebourgeois repartent avec leurs prisonniers à Hyères puis à Bandol, où ces derniers sont interrogés et torturés avant d'être envoyés à Marseille. Jean Weill est fusillé à Marseille, deux sont libérés. Les autres, en application du décret *Nacht und Nebel* (« Nuit et brouillard ») sont déportés. Certains n'en sont pas revenus.

Le 9 décembre puis le 11, ce sont les maquis du Pomet et du col de Blaux qui sont victimes de la répression allemande.

◀ *Rapport du commissaire chef du service des renseignements généraux à Digne au directeur des renseignements généraux à Vichy, 6 décembre 1943 (42 W 102)*



LES BRANDEBOURGEOIS

1943-1944

La compagnie Brandebourg appartient au « service action » des services secrets de la Wehrmacht, l'Abwehr. Elle s'est notamment spécialisée dans l'infiltration des maquis, en particulier grâce à ses « groupes civils » porteurs de l'uniforme des chantiers de jeunesse afin d'infiltrer plus aisément les maquis et qui pratiquent des actions de renseignement.

L'encadrement est allemand ou *Volksdeutsche* (Allemands nés hors du Reich et qui n'en ont pas la nationalité). La compagnie est commandée par le capitaine Traeger, membre de la SS ainsi que son adjoint le sous-lieutenant Demetrio. Le sergent puis adjudant Richard Feldman (dit aussi Ricardo De Valera), né en Espagne de parents allemands, est chef d'un groupe civil ainsi que l'adjudant Schwinn. Rattachée à la 19^e armée dont le quartier général est placé à Avignon, la 8^e compagnie a d'abord son poste de commandement installé à Marseille. Début 1944, il est transféré à Pont-Saint-Espirit en Vaucluse.

Les Brandebourgeois des « groupes civils » participent aux arrestations, revêtus de l'uniforme allemand aux côtés des « groupes militaires », de la Wehrmacht, de la Sipo-SD, de la Feldgendarmarie, et de la police militaire secrète, le tout étant coordonné par l'armée.

La présence de ces Français – souvent membres du PPF – revêtus de l'uniforme allemand ne cessa d'intriguer les populations et les autorités. Après les 4 et 5 décembre 1943 à Banon, le sous-préfet de Forcalquier rapporte au préfet que :

« D'après les témoignages que j'ai reçus, la plupart des soldats parlaient français, sans accent, ou si l'on veut, avec l'accent provençal ou parisien. »

Acteur essentiel de la lutte contre la Résistance et les maquis, la 8^e compagnie Brandebourg se caractérisa par l'usage d'une violence extrême.

◀ Un des soldats de la 8^e compagnie Brandebourg qui a entre autres participé à l'exécution d'Allemagne-en-Provence en juin 1944
AD 13, 62 W 451, Cour de justice

M. le Juge d'Instruction a donc remis PAPIAS entre les mains de l'autorité Allemande, après que le Capitaine commandant la gestapo de Digne, qui a été annexée au dossier.

Donnée par le Capitaine commandant la gestapo de Digne. Cette pièce a été annexée au dossier.

LE PROCUREUR

0480

PROCUREUR GENERAL, près la Cour d'Appel

Affaire PAPIAN André

à AIX-EN-PROVENCE

J'ai l'honneur de vous rendre compte des faits suivants:
 Dans le courant du mois de février 1944, la Brigade de Gendarmerie de Forcalquier, avait son attention attirée par les allures suspectes de deux individus étrangers à la localité, qui se promenaient avec des cartes d'état major dans leurs poches, et se disaient requis civils à la mine de Biabaux.

Une rapide enquête permit d'établir qu'en fait ils n'avaient jamais travaillé dans cette mine.

Le 19 février, en vérifiant les bagages laissés par ces deux individus, à l'Hôtel Ricard, à Forcalquier, les gendarmes découvrirent dans une valise une mitrailleuse et 111 cartouches du calibre de 9 m/m, ainsi que deux étuis de pistolets.

Ils effectuèrent alors une embuscade et, le 21 au soir, appréhendaient l'un d'eux. Celui-ci, qui était en possession d'une carte de travail et d'une carte d'identité au nom de DELAIN Jack déclara s'appeler en réalité PAPIAS André et appartenir à l'armée de la résistance. Son rôle consistait, dit-il, à recruter des adhérents parmi les jeunes gens travaillant dans la mine. Il affirma ignorer ce qu'était devenu son compagnon.

Déféré à mon parquet, le 22 février, il a maintenu ses dires.

J'ai en conséquence ouvert, contre PAPIAS et tous autres, une information des chefs de détention illégale d'armes et de munitions, détention et usage de fausse carte d'identité et détention et usage de fausse carte de travail.

Interrogé par M. le Juge d'Instruction en lère comparution, PAPIAS a déclaré alors, qu'il appartenait en réalité à l'armée allemande et accomplissait une mission qui lui avait été confiée par ses chefs.

Il a demandé à être confronté avec les représentants de la gestapo à Digne pour établir la véracité de ses assertions. Satisfaction lui a été accordée, et le Capitaine commandant la gestapo de Digne, avisé téléphoniquement par le magistrat instructeur a déclaré qu'effectivement l'individu arrêté sous le nom de PAPIAS, appartenait bien à l'armée allemande. Il a, en conséquence réclâmé sa mise en liberté immédiate.

.....

LES BRANDEBOURGEOIS

PAPIAS ET JOSSET

FÉVRIER ET MARS 1944

C'est le seul document d'archives qui atteste de la présence de la 8^e compagnie dans les Basses-Alpes ! Papias est intercepté par les gendarmes de Forcalquier mais remis en liberté grâce à une intervention de la Gestapo après avoir déclaré qu'il « appartient à l'armée allemande » et non à la Résistance qu'il tente d'infiltrer.

Papias détient des faux papiers fabriqués pour lui par d'authentiques résistants,

première étape de son infiltration. Papias et son acolyte Josset sont capturés en mars 1944 à Barrême par le maquis Fort-de-France alors qu'ils tentaient d'infiltrer une fois encore les maquis. Les menottes ont été prêtées par les gendarmes. Montés à la Haute-Melle, les deux Brandebourgeois sont interrogés et exécutés le 14 mars par un peloton de résistants. Durant leur détention, lors d'un parachutage de nuit, un conteneur a explosé en touchant le sol et le plus âgé, Josset, a cru alors à une attaque allemande.



■ *Le maquis Fort-de-France à la Haute-Melle*

Un cliché d'un conteneur parachuté lors de la détention des Brandebourgeois. Sur l'image, Charly, Gaston et Matelot. (Fonds Paul Delobea)

◀ *La première arrestation de Papias*
(51 W 22)

LÉGION
des Alpes.

COMPAGNIE

des Basses-Alpes.

SECTION

de Forcalquier.

BRIGADE

de St. Etienne-les-
Orgues.

N° 6/4

A Saint-Etienne, le 24 Janvier 1944

RAPPORT

du ⁽¹⁾ Maréchal des Logis Chef, HERIT, Commandant la
brigade,sur ⁽²⁾ une visite de la Gestapo et des troupes d'occu-
pation à la brigade.Références ⁽⁴⁾ : n° 525-S.T./Gend. du 2-10-1943 (Suite à mon
rapport n° 5/4 du 21 Janvier 1944).

Le 22 courant à 11 heures 30, j'ai reçu la visite de deux gendarmes Allemands venant de Digne en motocyclette. Ils m'ont fait connaître qu'ils venaient pour vérifier la situation des 3 policiers Allemands revêtus de la tenue des Chantiers de jeunesse et dont la voiture automobile avait été garée à la brigade. L'un de ces militaires a été installé à l'Hôtel du Parc où il a loué une chambre, tandis que l'autre repartait peu après.

Le 23 Janvier courant à 11 heures 30, l'un des membres de la Gestapo venait prendre possession de la voiture automobile.

A 12 heures 30, un gradé Allemand, paraissant être un S/Officier, se présentait à la caserne. Il est arrivé avec une camionnette et quatorze hommes de troupe, venant de la direction de Sisteron ou peut être de Digne. Il me demandait où se trouvaient les policiers Allemands. Lui ayant fait connaître qu'il devaient être à l'Hôtel du Parc, il s'y est rendu aussitôt avec ses hommes.

Les uns et les autres ont mangé à l'Hôtel de Parc. Tandis que les 3 policiers en tenue des Chantiers de jeunesse montaient dans la montagne de LURE avec leur voiture automobile, les soldats patrouillaient dans le village. Ils ont demandé les pièces d'identité à plusieurs jeunes gens.

Policiers, gendarme et soldats ont quitté Saint-Etienne-les-Orgues, ce même jour vers 19 heures, en direction de BONN.

Des renseignements recueillis, il résulte que les 3 hommes revêtus de la tenue des chantiers de jeunesse, appartenaient bien à la police Allemande. Ils ont été reconnus par le gendarme.

Il ne s'est produit ^{au cours} pendant le séjour des autorités d'occupation.

(1) Grade, nom et emploi de l'auteur du rapport.

(2) Objet sommaire du rapport.

(3) Indiquer les pièces jointes.

(4) Par exemple : Lettre n° 344 du 27 juillet 1941, du général commandant la 4^e division militaire.

Nota. — Les avis des autorités hiérarchiques sont, s'il y a lieu, consignés à la suite de ce rapport. Le grade, le nom et l'emploi de chaque chef hiérarchique sont mentionnés en tête de son avis.



MONTAGNE DE LURE :

L'INFILTRATION DES MAQUIS ET DES RÉSEAUX, JANVIER 1944

Le gendarme qui écrit ce rapport ne sait pas que ses visiteurs sont des Français ou des Allemands de la 8^e compagnie Brandebourg, et non des membres de la Gestapo ou de simples militaires des troupes d'opération.

La technique est rôdée. Les Français de la 8^e compagnie Brandebourg infiltrent les maquis en se déguisant avec la tenue des chantiers de jeunesse et alternent les séjours dans la montagne et à l'hôtel. À Saint-Étienne-les-Orgues, le 19 janvier 43, trois Brandebourgeois prennent contact avec les gendarmes, dorment à l'hôtel. Le lendemain, ils repartent dans la montagne de Lure d'où

ils venaient. Le 22 janvier, un feldgendarme s'installe au même hôtel. Le 23, les trois Brandebourgeois, le feldgendarme et un détachement armé lancent une nouvelle opération qui se traduit par l'assassinat d'Élie Mille, au matin du 24.

À Banon, en 43, Lerda a visiblement agi seul. Il y occupe une chambre à l'hôtel Creste du 25 novembre au 4 décembre. Avec sa tenue des chantiers de jeunesse, il s'absente toute la journée. Avec sa « femme », il rencontre le chef de la Résistance locale qui se méfie de lui. Une fois l'opération du 5 décembre terminée, l'hôtelier est très étonné de revoir Lerda parmi les militaires allemands qui déjeunent chez lui « sous un uniforme galonné allemand ».

◀ *Rapport du commandant de la brigade de gendarmerie de Saint-Étienne-les-Orgues « sur une visite de la Gestapo et des troupes d'occupation à la brigade », 24 janvier 1944 (42 W 103)*



LA « GESTAPO »

SEPTEMBRE 1943 À AOÛT 1944

La « Gestapo » – en fait la Sipo-LSD – est restée dans la mémoire comme le symbole de la répression.

La Sipo-SD réunit deux services, la *Sicherheitspolizei* (« police de sûreté ») ou Sipo, créée en 1936 par Himmler qui regroupait deux organismes : la *Geheime Staatspolizei* (la « Gestapo »), la police politique, et la *Kriminalpolizei* (la « Kripo »), la police criminelle. En 1939, est encore associé le *Sicherheitsdienst* (le « service de sécurité de

la SS »), ou SD, créant ainsi la Sipo-SD. Son siège régional est à Marseille, des stations sont créées à Toulon, Digne et Nice. La section IV de la Sipo-SD, la Gestapo, a la charge de traquer les résistants, les communistes, les juifs et les étrangers. Comptant un effectif très réduit – quelques personnes seulement à Digne –, la Sipo-SD travaille de concert avec les autres organismes policiers allemands, utilise des auxiliaires français ou francophones et bénéficie d'un réseau d'informateurs.

Tribunal Populaire

Le Tribunal populaire du Gouvernement de la IV^e République, régulièrement constitué à Digne, a siégé publiquement les 22 et 23 août 1944.

Il avait à juger les nommés PROST Jean, interprète à la Kommandantur et SICARD, ingénieur, adjoint temporaire du sieur BATEL, accusés de haute trahison et de crime contre la Patrie.

Les décisions rendues en audience publique et en présence du Corps complet de la Magistrature de Digne, sont les suivantes :

PROST, condamné à mort.

SICARD, condamné à mort.

Ils ont été exécutés par fusillade le 23 août.

A la même audience, le Tribunal a eu à statuer sur le cas de M. GARDY, gérant du café du Tivoli, et a prononcé son *Acquittement*.

AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE

SEPTEMBRE 1943 À AOÛT 1944

L'occupant recourt aux services de Français, comme agents de renseignement, auxiliaires de police, traducteurs, chauffeurs, personnel de service... collaborant pour des raisons idéologiques, par haine, par intérêt ou plus prosaïquement pour de l'argent, dénonçant des juifs, des résistants, des réfractaires.

La police et la gendarmerie allemandes ont créé un réseau de « personnes de confiance », les *V-leutes* et régulièrement organisé des « tournées » assurées par des agents de la « Gestapo » et les militaires de la Feldgendarmerie afin de recueillir des

informations utiles auprès d'habitants dont certains ont été exécutés durant ou après l'Occupation.

L'occupant bénéficie encore des informations livrées par les organisations collaborationnistes, telles que la Milice et le Parti populaire français. L'administration française s'est trouvée de son côté dans l'obligation de lui livrer les informations ayant trait à la police et au maintien de l'ordre.

Prost et Sicard sont les premiers collaborateurs jugés par le tribunal populaire trois jours seulement après la Libération de Digne. Le 23 août, ils sont exécutés.

DÉCISION : _____ **par ordre de :** _____
 Date du document... : 15 / 8 / 44 de l'interception : 14 / 10 / 44
 Posté à : PARIS le : 15 / 8 / 44
 Nature du pli..... : Lettre ordinaire
 Censures précédentes : Néant
 Langue utilisée..... : Française
 Documents contenus : Néant N° 75

19

CONFIDENTIEL. - En aucun cas, il ne doit être fait directement état auprès de tiers de la présente interception qui ne vaudrait que comme une indication dont la source n'a pas à être révélée.

EXPÉDITEUR ET ORIGINE

Maurice X
 PARIS

INTERMÉDIAIRE

RÉSUMÉ

DESTINATAIRE

Mme GIANNARDI
 Mas des Peupliers
 Quartier des Fourches
 DIGNE (B.A.)

Correspondance d'un milicien .

IN-EXTENSO ~~OU~~ EXTRAIT

Ma bonne chérie ,

Cette lettre te parviendra-t-elle ? je ne le demande car dans ce vaste asile de fous qu'est devenu notre pauvre pays, on ne sait plus si les lettres arrivent à destination . Je t'ai expédié il y a quelques jours déjà en rentrant de Bretagne les certificats de vie procurations qui te ne sont nécessaires . Il y en avait quatre , y compris la légion d'honneur , et la lettre était recommandée , je pense donc qu'elle te sera parvenue . On a rassemblé ici pas mal de miliciens sur la demande du Commandement Allemand car la police et la gendarmerie vont être désarmées . Nous serons donc seuls à assurer l'ordre dans la capitale . La situation militaire, qui n'a jamais été catastrophique, comme ont essayé de le faire croire nos adversaires à la suite d'une échappée de blindés et d'éléments légers motorisés dans la région d'Avranches , s'améliore tous les jours . Les Allemands s'attendaient à une tentative de coup d'Etat et ils avaient massé à l'intérieur de l'Allemagne des troupes nombreuses prises parmi les plus sûres , ces troupes ont évidemment manqué sur les divers fronts . Depuis l'attentat manqué contre le Führer la situation intérieure étant éclaircie les troupes affluent et la situation ne cesse de s'améliorer . D'ailleurs les Allemands n'ont jamais lâché la Normandie . Ils tiennent toujours au Sud de Caen de la Seine à Mortain et à Avranches , les P.S. étaient arrivés il y a déjà deux jours à dix km. de la mer. C'est donc plutôt la situation des alliés qui est précaire . Et ce n'est pas la promenade mouvementée qu'ils ont pu faire en Bretagne et en Anjou avec des éléments légers qui peut améliorer leur situation car cette .../...

T. S. V. P...

DESTINATAIRES :

- D.S.G.T. - 5 - Pour décision sur l'acheminement ou la saisie .
- Inspection Régionale - 3
- Préfet des Basses-Alpes - I
- Archives - I - III - M.T.G.

Cadre réservé



■ Carte d'identité de Franc-Garde et photographie de Viala (43 W 223)

LA COLLABORATION : LA MILICE FRANÇAISE, 1943-1944

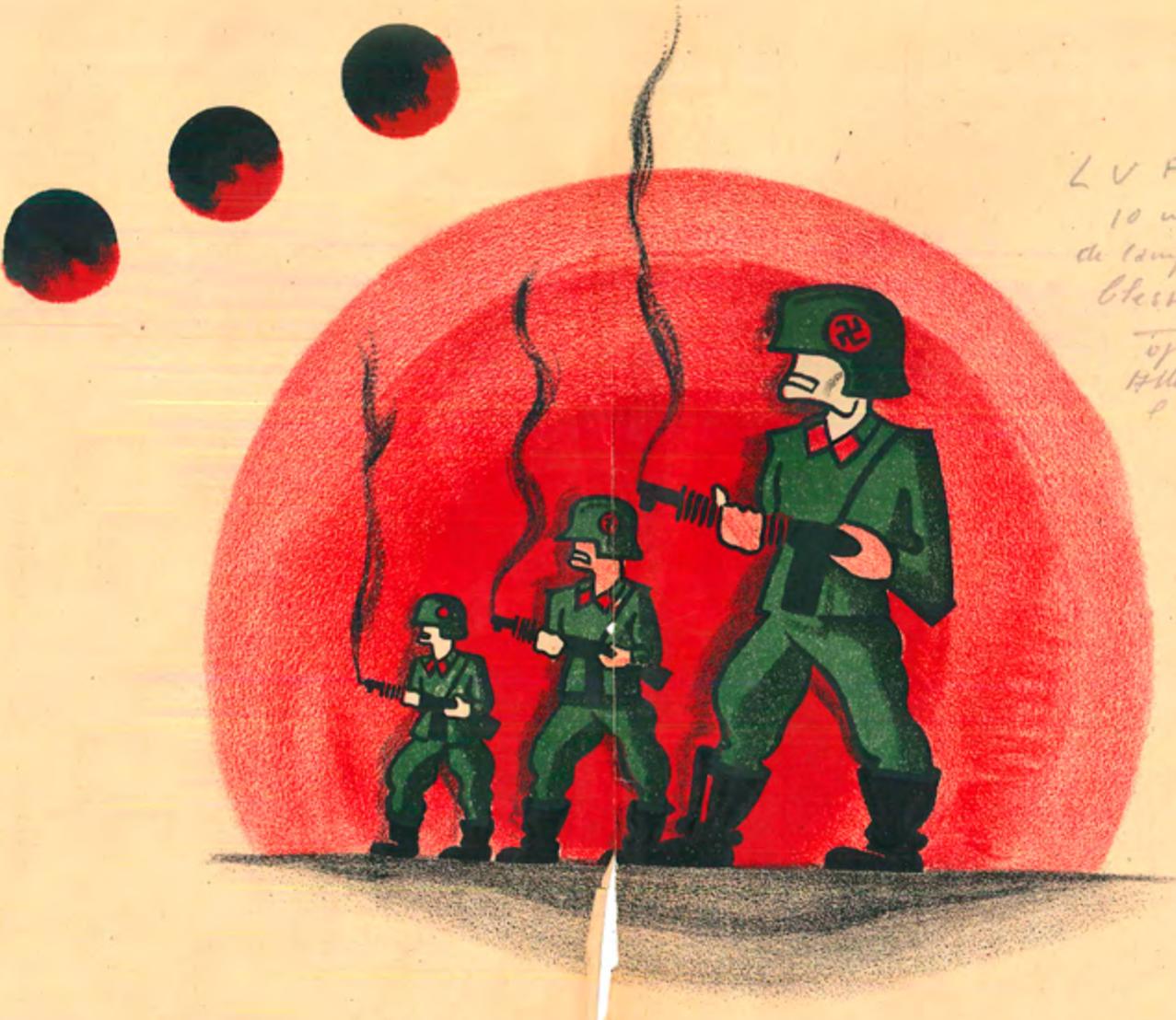
La lettre écrite de Paris, peu avant sa libération, par le milicien Maurice Giannardi à son épouse restée à Digne est interceptée par le contrôle technique et transmise à l'autorité préfectorale. Giannardi évoque les péripéties qui l'ont conduit à Paris, commente les derniers événements, en particulier l'avancée anglo-américaine et l'attentat contre Hitler, rappelle aussi sa foi en la Révolution nationale et en la victoire de l'Allemagne.

Parmi les miliciens qui comptent dans le département : Barbaroux – chef du bureau de la police à la préfecture –, et Viala – un dessinateur industriel. Ces francs-gardes ont

lié leur sort à celui du capitaine Raybaud, un chef milicien important. À Limoges avec Broutard où ils luttent contre la Résistance en juin 44, à Paris en juillet et août – où ils retrouvent Giannardi –, Viala et Barbaroux – nommé secrétaire de Raybaud, inspecteur de la Milice pour la zone nord – affermissent leur engagement milicien, ce qui les conduit en Allemagne. Arrêtés en Italie, en mars 45, ils sont jugés à Aix et condamnés.

Anticommuniste et antisémite, la Milice française se révèle être l'une des principales organisations collaboratrices, dont la formation armée, la Franc-Garde, est très impliquée dans les opérations de maintien de l'ordre contre la résistance et les maquis.

◀ *Lettre du milicien Maurice Giannardi à son épouse, Paris, 15 août 1944*
(43 W 207)



L V F
10 mois
de l'empire. Russie
Geste au front russe
opéré par les
Allemands et
l'9 armée.

PILLER, TORTURER, TUER

FÉVRIER À AOÛT 1944

La brutalité nazie est à la fois un instrument de terreur, une forme de torture et la volonté de nier l'humanité de son « adversaire » transformé en « ennemi ». Elle obéit en principe à des règles : la torture n'est pas une improvisation et les agents de la « Gestapo » sont contraints par des règlements à certains usages, tel est le cas de « l'interrogatoire renforcé ». Mais, au fur et à mesure de l'avancée de la guerre, la volonté de « nettoyer » les foyers de résistance, l'arrivée de soldats ayant combattu sur le front russe... bousculent les normes.

Parmi les formes de violence, le pillage, la destruction des biens matériels sont érigés en système. En-dehors de leur intérêt matériel, ce sont aussi des moyens d'effacer l'humain, de l'éradiquer ou de le souiller.

La torture, dans les locaux de la Sipo-SD ou sur le terrain – elle est alors suivie d'exécution –, notamment lors des opérations des Brandebourgeois, dépasse les limites humaines. Elle est le fait de gestapistes, d'auxiliaires français, de Brandebourgeois, de feldgendarmes...

L'ancien capitaine dans la Résistance et poète René Char évoque l'assassinat à Vachères d'Arthur Vincent par les soldats de la 8^e compagnie Brandebourg en avril 1944. Dans ses *feuillettes d'Hypnos*, il écrit :

*« Tel un perdreau mort, m'est apparu
ce pauvre infirme que les Miliciens
ont assassiné à Vachères après l'avoir
dépouillé des hardes qu'il possédait,
l'accusant d'héberger des réfractaires.
Les bandits avant de l'achever, jouèrent
longtemps avec une fille qui prenait part à
leur expédition. Un œil arraché, le thorax
défoncé, l'innocent absorba cet enfer et
LEURS RIRES. »*

◀ Extrait de l'affiche : « Fête nationale pour les Fusillés,
1^{er} novembre 1944 »
(43 W 194)

Rapport

577

Légion des Alpes

Compagnie

des Basses-Alpes

Section de

Digne

Brigade

d'Oraison

Le gendarme BOYER Commandant provisoirement la Brigade sur une opération de police effectuée par les troupes d'occupation.

REFERENCE: Communication téléphonique du Commandant de Section en date du 17-7-1944.

N° 15/4

DESTINATAIRES

- 1°-Préfet des Basses-Alpes.
- 2°-Chef d'Escadron Cdt. la Cie.
- 3°-Cdt. de Section.

Le 12 juillet 1944, un détachement de soldats allemands s'est installé dans la villa de Monsieur Beaute, à la sortie nord d'Oraison.

Ces militaires assuraient le contrôle de la circulation au carrefour des routes Nationales N° 207A et 4.

Le dimanche 16 juillet 1944, vers neuf heures, un groupe d'une vingtaine de jeunes gens armés, montés sur un camion, venant de la direction de Valensole a attaqué les Allemands qui se trouvaient cantonnés à la villa Beaute. Il n'y a pas eu de blessés, ni de tués. Cette manœuvre n'a été qu'une mise en scène prévue à l'avance. Pendant ce temps, une vingtaine de ces jeunes gens, armés de fusils et de mitraillettes avaient formé un barrage sur la route nationale N° 207A, à 800 mètres au sud d'Oraison. De ce fait, il en est résulté qu'on pouvait entrer dans Oraison, mais que personne ne pouvait en sortir.

Vers 11 heures, deux hommes armés se sont faits remettre par Mr. le Président de la délégation spéciale des bons de réquisition de pommes de terre et trois agneaux, pris aux abattoirs d'Oraison et ont commandé 40 repas à servir pour midi dans les trois restaurants d'Oraison.

A 12 heures, 30', deux miliciens se sont présentés au débit de tabac appartenant à Soudan et se sont faits remettre sous la menace de leur arme dix paquets de cigarettes.

L'après-midi, vers dix-sept heures, l'adjutant Baffreau, qui promenait en tenue civile a été pris par ces individus et conduit dans une ferme où se trouvaient six personnes d'Oraison, également arrêtés.

A dix-sept heures, 45', une voiture automobile, montée par six personnes, armées de mitraillettes ont désarmé sous la menace de leur arme les gendarmes Boyer, Le Roux, Arnéodo et les ont conduits dans la maison Muller située à la sortie nord d'Oraison où des civils étaient gardés par des soldats allemands et ces individus agissant de concert avec les troupes d'occupation.

Un quart d'heure après les gendarmes Chauvet, Gibert et Perrin étaient désarmés à leur tour et conduits à la maison Muller.

A dix-neuf heures, 30' la population d'Oraison a été invitée à se rendre sur la place où, au moyen d'un poste de radio, un allemand a harangué la foule. Des tracts, contre les anglo-américains et contre le bolchevisme ont été distribués.

A vingt heures, tout le personnel de la brigade, à l'exception de l'adjutant Baffreau a été relâché après avoir touché une partie de leur armement.

Le nommé ZAMORA, sujet espagnol, qui avait tenté de s'enfuir a été abattu par une rafale de mitraillette.

A vingt heures, 30', les Allemands, au nombre d'une centaine et deux camions de miliciens ont quitté les lieux en direction de La Brillanne en emmenant les prisonniers.

Le car d'Estublier a été réquisitionné.

La population est restée calme.

La maison d'habitation, appartenant à Muller, Roger, employé à la S.N.C.F. et occupée par les troupes d'occupation et la milice, a été en partie pillée.

Les autorités allemandes, ainsi que la milice ont arrêté les personnes suivantes:

- 1°-BAFFREAU, Auguste, né le 23 novembre 1904 à St. Lumine de Plissans (Loire Inférieure), adjudant de gendarmerie;
- 2°-DAUMAS, André, né le 25 janvier 1900 à Riez (B-A) docteur en médecine;
- 3°-ROSSI, Terce, né le 10 septembre 1915 à Romarance (Italie), mécanicien;
- 4°-CHAUDON, Roger, né le 26 mai 1908 à Les Milles (B.D.R.), gérant du Silo;
- 5°-LATIL, Emile, né le 4 octobre 1902 à Sisteron (B-A), peintre;
- 6°-AGNEL, Léon, né le 2 juillet 1912 à Oraison (B-A), manoeuvre;
- 7°-EYGUESIER, Marius, né le 23 mai 1907 à Aix-en-Provence (B.D.R.), mécanicien.

Toutes ces personnes demeurent à Oraison (B-A).

RECEVU
LE 21 JUIL 1944
ARRIVEE

[Signature]

LE « THÉÂTRE D’ORAISON »

16 JUILLET 1944

C’est par une mise en scène théâtrale que l’occupant allemand réussit un coup de filet – longtemps attribué à la Milice française – en arrêtant les chefs de la Résistance à Oraison, le 16 juillet 1944.

Les Brandebourgeois – une quarantaine – se sont déguisés en maquisards et simulent dans la matinée l’attaque d’un poste allemand occupé par des territoriaux. Très vite, ils contrôlent le village et ses accès. Jouant jusqu’au bout leur rôle, ils déjeunent dans trois restaurants d’Oraison – forment-ils trois groupes ? –, et montent une

opération « tabac » en menaçant le buraliste. Mise en confiance, la population manifeste sa joie d’être libérée du joug allemand.

C’est ainsi que les membres du comité départemental de Libération, en réunion depuis le matin dans une salle au-dessus du café de France, tombent un à un dans les mailles du filet brandebourgeois.

Le soir, les personnes arrêtées sont transférées à Marseille alors que le dispositif allemand est démonté. Le 18 juillet, à Signes, les chefs, parmi eux Martin-Bret, François Cuzin, et des résistants d’Oraison sont exécutés.

◀ *Rapport du gendarme Boyer commandant provisoirement la brigade de gendarmerie d’Oraison, 17 juillet 1944 (42 W 105)*



A la Population de Digne

En exécution des instructions du Gouvernement Provisoire de la République, toutes les Organisations Françaises de la Résistance se sont unies, il y a quelques mois, pour former, par toute la France, des Comités de Libération chargés de préparer, suivant les directives et sous l'autorité d'Alger, l'Insurrection Nationale et la Libération du Pays.

Avec la délivrance, l'heure est venue pour le Comité de Libération de DIGNE de cesser son activité clandestine et de travailler au grand jour.

Son premier acte dans cette nouvelle voie est de se substituer **révolutionnairement** à la municipalité des collaborateurs et d'assurer l'administration de la Ville de DIGNE jusqu'à ce que le corps électoral puisse **légalement** exprimer sa volonté et choisir ses représentants.

Le Comité — qui a désigné son Président pour remplir les fonctions de Maire — s'adjoindra, dans un très court délai, de nouveaux membres choisis par lui parmi les patriotes les plus honorables de Digne n'ayant jamais eu de compromission avec le régime déchu et n'ayant jamais marchandé leur concours à la Résistance.

Le Comité invite la Population à faire l'union totale autour de lui et à reprendre le Travail dans la Discipline, la Dignité et la Confiance.

Vive la France !

Vive la République !

Vive Digne !

Digne, le Samedi 19 août 1944.

Le Comité de Libération de Digne :

FONTAINE, Président,

BESSON, GAGE, ROUIT, SAVARY.



DIGNE LIBÉRÉE

19 AOÛT 1944

La ville de Digne est libérée le 19 août au soir après des combats qui ont débuté vers 10 heures 30 à l'entrée de la ville. Ce sont des troupes américaines aidées de résistants qui délivrent la ville des troupes allemandes, commandées par le général Schuberth, qui avaient mis en place un système de défense. Les Allemands résistent et les Américains font mitrailler la ville par leur aviation à la mi-journée tandis que des blindés chasseurs de chars sont dépêchés sur les lieux.

Le général et son état-major se rendent aux troupes américaines dans la matinée.

Les derniers soldats allemands ont formé un îlot de résistance à la caserne Desmichel. Vers 18 heures, ils déposent les armes.

Le propriétaire de l'hôtel Mistre à Digne, Comte, a filmé la ville durant les derniers jours de l'Occupation, pendant la Libération et les jours suivants.

Ses films ont été numérisés par les Archives départementales.



■ *La libération de Digne, août 1944*

Après les combats de la libération de Digne, la population célèbre les troupes américaines. Sur ce cliché, un char 1 M 5 « Comagney » du 117^e escadron de cavalerie de reconnaissance US.

◀ *Affiche : « À la population de Digne »*
(113 Fi 534)

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

TÉMOIGNAGES

CHAR (René), *Les feuillets d'Hypnos*, Paris, Gallimard, 1946.

CHAUMONT (Commandant), *Journal de marche du commandant Chaumont, chef départemental de l'ORA dans les Basses-Alpes*, exemplaire dactylographié.

MIESSEROFF (Oxent), *Le charme discret du maquis de Barrême*, Paris, Impr. EDIT 71, 1978.

PELLEGRINO (Charles), *La Résistance au pays des Trois Asses. Mon parcours avec les Francs-Tireurs*, Clumanc, éd. du Château, 2007.

VIAL (Jean), *Un de l'Armée secrète ; souvenir d'un résistant*, Marseille, Impr. Villard, 1^{ère} édition, 1946 ; 3^e édition, 1990.

ÉTUDES RÉGIONALES

AMICALE DU MAQUIS FORT-DE-FRANCE BARRÊME, *Fort de France maquis des Basses-Alpes*, Digne, Impr. Vial, 1984.

AMICALE DU MAQUIS MORVAN, *Maquis et bataillons Morvan ; des Hautes-Alpes (juin 1943) à Vienne en passant par la Drôme, la Maurienne, l'Alsace et le Piémont*, 1987.

BÉRAUD (Henri), *La seconde guerre mondiale dans les Hautes-Alpes et l'Ubaye*, Gap, Société d'études des Hautes-Alpes, 1990.

Comité d'histoire des services du ministère de l'Intérieur dans les Alpes-de-Haute-Provence, *Regard sur l'histoire des services du ministère de l'Intérieur dans les Alpes-de-Haute-Provence*, Digne, préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, 2002. En particulier la contribution de Philippe NUCHO, « la police sous Vichy (1940-1944) », p. 169-196.

GARCIN (Jean), *De l'Armistice à la Libération dans les Alpes-de-Haute-Provence, 17 juin 1940-20 août 1944*, Digne, Impr. Vial, 1983.

Histoires vécues en Ubaye 1939-1945 des femmes et des hommes racontent... Barcelonnette, Sabenca de la Valeia, 2008.

GUILLON (Jean-Marie), « De la mort de maquisards au souvenir de la Résistance ; Signes (Var), 2 janvier 1944-2 janvier 2006 », BUTI (Gilbert) et CAROL (Anne), dir., *Comportements, croyances et mémoires ; Europe méridionale (XV^e-XX^e siècle). Études offertes à Régis Bertrand*, Aix-en-Provence, publ. de l'Université de Provence, 2007, p. 260-271.

GUILLON (Jean-Marie) et TIPHAIGNE (Margot), « La Milice française dans les Bouches-du-Rhône », *Provence historique*, t. 63, avril-juin 2013, p. 179-193.

GUILLON (Jean-Marie) et VIEIRA (Guillaume), « La 8^e compagnie de la Division Brandebourg. Une pièce essentielle et méconnue de la lutte contre la Résistance », *Provence historique*, t. 63, avril-juin 2013, p. 195-211.

LABADIE (Jean-Christophe), *Vichy et les juifs. Basses-Alpes, 1942-1945*, Digne, Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, 2013.

LACROIX (Jean-Bernard), CAVALIÉ (Hélène), *Les Alpes-Maritimes et les guerres du XX^e siècle*, Nice et Milan, Conseil général des Alpes-Maritimes et Silvana Editoriale, 2012.

LEWENDEL (Isaac), *Vichy, la pègre et les nazis. La traque des juifs en Provence*, Paris, Nouveau monde édition, 2013.

MARTIN-CHARPENEL (Pierre), « Les juifs en Ubaye pendant la guerre », *Histoires vécues en Ubaye (1939-1944) ; des hommes et des femmes racontent*, Barcelonnette, Sabenca de la Valeia, 2008, p. 167-193.

MENCHERINI (Robert) direction, *Provence-Auschwitz. De l'internement des étrangers à la déportation des juifs (1939-1944). La Provence alpine et orientale dans la tourmente des persécutions et des rafles*, Aix-en-Provence, publication de l'Université de Provence, 2007. En particulier la contribution de Jacqueline Ribot-Sarfati, « Camps d'internement et déportations des juifs dans les Basses-Alpes, de la guerre aux occupations italienne et allemande (1939-1944) », p. 235-289.

MENCHERINI (Robert), *Résistance et Occupation (1940-1944). Une histoire politique et sociale de Marseille et des Bouches-du-Rhône de 1930 à 1950*, Paris, éd. Syllepse, 2011.

« Les préfets dans l'histoire de haute Provence depuis 1800. Autour d'une exposition réalisée par les Archives départementales », *Chroniques de haute Provence*, n° 340, 2000.

REYMOND (Guy), *Ça sentait la liberté et l'espérance, histoire de la Libération de Digne, 12-20 août 1944*, Digne, éd. Les Petites Affiches, 1993.

La Tragédie du maquis d'Izon-la-Bruisse (22 février 1944), Association pour la Mémoire de la Résistance et de la déportation dans les Hautes-Baronnies, « Mémoire Résistance HB », 2013.

TRUFFET (Michel) et VALENTINI (Bernard), direction, *Mémoires d'un maquis ; Fort-de-France, Basses-Alpes*, éd. Le Manuscrit, 2013, collection Essais et documents.

VIAL (Jean), *Historique succinct de l'Armée secrète des Basses-Alpes*, Manosque, 30 décembre 1968.

Réalisation de la plaquette

Texte et conception : Jean-Christophe Labadie,
directeur des Archives départementales

Recherches : Jean-Christophe Labadie
et Pascal Boucard

Conception graphique : Jean-Marc Delaye,
photographe

Relecture : Annie Massot, bibliothécaire ;
Sophie Chouial, archiviste

ISBN 978-2-86004-018-1

© Conseil général des Alpes-de-Haute-Provence,
Archives départementales
2, rue du Trélus, BP 214
04000 Digne-les-Bains Cedex
archives04@cg04.fr
www.archives04.fr

Impression : Imprimerie ODIM
5, La Carrière
04130 Volx

Dépôt légal : juin 2014

1 500 exemplaires

Que sait-on des crimes commis par les Français de la 8^e compagnie Brandebourg dans les Basses-Alpes durant les années 1943-1944 ? Encadrés par des soldats allemands, ces jeunes hommes des services secrets de la Wehrmacht ont infiltré les maquis bas-alpins et participé à leur destruction en faisant usage de la ruse et de la violence la plus extrême. Qu'ils soient Brandebourgeois, Miliciens, membres du Parti populaire français de Doriot, agents de renseignements ou agents « auxiliaires », ces Français ont choisi la voie de la collaboration avec l'occupant allemand.

Les succès de la politique répressive appliquée par l'armée et la police allemandes leur sont en partie imputables. Ils ont combattu avec détermination des hommes et des femmes qui, de leur côté, avaient adopté le camp de la liberté.

